

**M. Regier:** ... pour empêcher le Royaume-Uni de se joindre au Marché commun. Nous affirmons que ce gouvernement devrait se réveiller et se rendre compte qu'il se forme dans le monde entier des blocs économiques et commerciaux. Si nous persistons à faire l'autruche, nous allons rester tout seuls, à l'écart. Nous devons constater que nous avons mis tous nos œufs dans le même panier.

**L'hon. M. Walker:** Sortez-vous la tête du sable, alors.

**M. Regier:** J'apprécie fort les interruptions du ministre des Travaux publics.

**L'hon. M. Walker:** J'en suis fort heureux.

**M. Regier:** Je le trouve très brillant.

**L'hon. M. Walker:** Merci.

**M. Regier:** Je sais aussi qu'il n'est arrivé à la Chambre que parce qu'il s'était mis dans le mouvement, mais quand ce mouvement se sera tout à fait discrédité, il disparaîtra, lui aussi.

**L'hon. M. Walker:** Parlez donc pour vous-même.

**M. Regier:** Je crois que le gouvernement a atteint le point le plus bas jusqu'ici dans ses rapports avec les autres paliers de gouvernement. Je trouve sa façon d'agir scandaleuse alors que nous souhaitons célébrer, avant longtemps, notre centenaire en tant que nation. Je crois que le gouvernement nous a mis dans une telle situation que le niveau de la dette nationale est sans précédent, de sorte qu'une proportion sans précédent du revenu national doit servir à défrayer l'intérêt annuel sur notre dette nationale. Nous savons que le niveau du chômage est, lui aussi, sans précédent dans notre pays. Notre sécurité sociale est fortement dépassée par la plupart des nations progressistes. Les monopoles s'en donnent à cœur joie dans notre pays et, malgré notre loi relative aux enquêtes sur les coalitions, la société *Imperial Oil* a annoncé l'autre jour, avec toute l'audace dont elle est capable, que le prix de détail de l'essence en Ontario et dans la province de Québec augmentera d'un cent le gallon. Simultanément, *l'Imperial Oil*, en Colombie-Britannique m'attaque dans les journaux en prétendant qu'elle n'a jamais eu rien à voir avec l'établissement des prix de détail de l'essence. Les membres du comité n'ignorent pas qu'avant-hier, nos journaux ont publié une dépêche d'après laquelle *l'Imperial Oil* augmentait le prix de détail de l'essence en Ontario et dans la province de Québec d'un cent le gallon.

Notre pays est devenu un terrain de prédilection pour les monopoles. Le député de Skeena a parlé avec beaucoup d'éloquence des monopoles qui exercent leur emprise sur

l'industrie des médicaments. Les monopoles ont le haut du pavé dans bien des domaines qui intéressent les Canadiens.

Nous avons un soi-disant ministère de la Défense nationale qui ne fournit aucune défense aux Canadiens. C'est une farce de A à Z. Les dépenses du Canada au chapitre de la défense n'ont aucun rapport avec la défense des Canadiens. Au mieux, c'est une tragédie. Nous n'accordons qu'une protection insuffisante à nos pêcheurs, et notre régime national de santé est une honte quand on le compare à ceux des autres pays. Même des pays relativement arriérés comme le Mexique ont un programme complet de santé nationale. Ma mère a vécu en Europe quand elle était jeune fille, et même à cette époque—elle a maintenant 79 ans—elle payait chaque semaine une cotisation obligatoire qui lui donnait droit à tous les services médicaux. Le Canada est loin derrière le reste du monde civilisé dans ce domaine.

Quant à l'agriculture, notre industrie de base, nous n'ignorons pas que le gouvernement a déjà accordé des dons aux cultivateurs. J'imagine qu'avec la sécheresse dans les provinces des Prairies, il y en aura bien d'autres, et ce sera peut-être nécessaire. Mais si nous sommes obligés de recourir à des dons, c'est, au fond, parce que le gouvernement au pouvoir ne reconnaît pas les besoins fondamentaux de l'agriculture, et ne lui accorde pas, selon les mots employés par le premier ministre lui-même quand il était porte-parole de l'opposition, la parité plutôt que la charité. Le gouvernement actuel ne fait que reprendre la vieille politique libérale qui consiste à accorder des dons aux cultivateurs lorsque les considérations électorales deviennent pressantes.

**M. Brunsten:** J'invoque le Règlement, monsieur le président. Puis-je demander ce que le député trouve à redire à la politique adoptée par le gouvernement pour contrebalancer les effets de la sécheresse dans les régions des provinces des Prairies éprouvées par ce fléau?

**M. le président suppléant (M. McCleave):** A cause, encore une fois, du brouhaha qui règne au comité, le président n'a pas pu saisir la question de Règlement. Les paroles que j'ai pu saisir ne me donnent pas lieu de croire qu'il y avait matière à la question de Règlement. Je demanderais aux membres du comité de parler moins fort entre eux, afin que les paroles du député puissent être entendues et puissent être consignées au *hand-sard*.

**Une voix:** Pourquoi?

**M. Regier:** Je vous remercie beaucoup de votre décision, monsieur le président. Je sais